



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 29 novembre 2023 – N° 84

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Joliette sur le sujet suivant : *Le 85^e anniversaire du Camp papillon.*
- La députée de Chomedey sur le sujet suivant : *Mme Chantal Lachaine, 25 ans de carrière, 25 ans de passion.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Hommage à la famille Grégoire, fondatrice du Partage Saint-François.*
- La députée de Mercier sur le sujet suivant : *Institution des Sourdes et son maintien dans la communauté.*
- Le député de Blainville sur le sujet suivant : *Hommage posthume à M. François Girard.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *La mairesse de Saint-Jean-sur-Richelieu Mme Andrée Bouchard devient la préfète de la MRC du Haut-Richelieu.*
- La députée de Laporte sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Josée Dugas, directrice du Centre de bénévolat de la Rive-Sud.*
- Le député de Saint-Jérôme sur le sujet suivant : *Hommage à un entrepreneur.*
- La députée de Duplessis sur le sujet suivant : *Kanen, artiste autochtone de l'année et révélation de l'année.*
- La députée de Brome-Missisquoi sur le sujet suivant : *20^e anniversaire de La route des vins.*
- Le député de Borduas sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Maryse Pinsonneault.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Le rapport de la Commission des institutions qui, le 21 novembre 2023, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le rapport de mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale 2015-2019 intitulé *Incursion au cœur du code d'éthique et de déontologie: de la théorie à la pratique*. Le rapport contient des observations et 9 recommandations.
Rapport déposé le **28 novembre 2023**
Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 du Règlement, la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le 13 décembre 2023.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 32
Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit le 9 juin 2023
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **14 septembre 2023**
- 3) Projet de loi n° 35
Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 21 mars 2023 et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Finances le 5 octobre 2023
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **28 novembre 2023**

4) Projet de loi n° 37
Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants
Présenté par le ministre responsable des Services sociaux le **26 octobre 2023**

5) Projet de loi n° 40*
Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité, l'accessibilité et la performance du système de justice
Présenté par le ministre de la Justice le **9 novembre 2023**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

6) Projet de loi n° 41
Loi édictant la Loi sur la performance environnementale des bâtiments et modifiant diverses dispositions en matière de transition énergétique
Présenté par le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs le **22 novembre 2023**

7) Projet de loi n° 42
Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel en milieu de travail
Présenté par le ministre du Travail le **23 novembre 2023**

8) Projet de loi n° 43
Loi sur l'apostille des documents destinés à être produits dans un État étranger partie à la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers
Présenté par le ministre des Relations internationales et de la Francophonie le **22 novembre 2023**

Étude détaillée en commission

9) Projet de loi n° 15
Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace
Présenté par le ministre de la Santé le 29 mars 2023
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 24 mai 2023
Principe adopté le **31 mai 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

10) Projet de loi n° 23
Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique et édictant la Loi sur l'Institut national d'excellence en éducation
Présenté par le ministre de l'Éducation le 4 mai 2023
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 8 juin 2023
Principe adopté le **13 septembre 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 11)** Projet de loi n° 30
Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le 7 juin 2023
Principe adopté le **12 septembre 2023**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 12)** Projet de loi n° 31
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d’habitation
Présenté par la ministre responsable de l’Habitation le 9 juin 2023
Rapport de la Commission de l’aménagement du territoire (consultations)
déposé le 21 septembre 2023
Principe adopté le **26 septembre 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire
- 13)** Projet de loi n° 38
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources
informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement
et d’autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le
1^{er} novembre 2023
Rapport de la Commission de l’économie et du travail (consultations) déposé
le 21 novembre 2023
Principe adopté le **22 novembre 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l’économie et du travail
- 14)** Projet de loi n° 39
Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d’autres dispositions
législatives
Présenté par le ministre des Affaires municipales le 2 novembre 2023
Rapport de la Commission de l’aménagement et du territoire (consultations)
déposé le 22 novembre 2023
Principe adopté le **28 novembre 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l’aménagement et du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 15) Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**
- 16) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 17) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 18) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 19) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**
- 20) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 21) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 22) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires âgés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 février 2023**

- 23) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**
- 24) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 25) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 26) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 27) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 28) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**

- 29) **Projet de loi n° 397**
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 30) **Projet de loi n° 398**
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 31) **Projet de loi n° 399**
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 32) **Projet de loi n° 490**
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 33) **Projet de loi n° 491**
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 34) **Projet de loi n° 492**
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 35) **Projet de loi n° 493**
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 36) **Projet de loi n° 494**
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**

- 37) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le **26 septembre 2023**
- 38) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 39) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**
- 40) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 41) Projet de loi n° 595
Loi proclamant la Journée québécoise de sensibilisation au deuil périnatal
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **5 octobre 2023**
- 42) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 43) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le **23 novembre 2023**

Étude détaillée en commission

- 44) Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 45)** Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 46)** Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale
catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 47)** Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Longueuil
Présenté par la députée de Laporte le **9 novembre 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 48)** Projet de loi n° 205
Loi concernant Mutuelle Beneva
Présenté par le député d'Orford le **9 novembre 2023**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 49)** 21 novembre 2023
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente entre le gouvernement du Québec et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) relative à l'établissement au Québec de la Représentation de l'OIF pour les Amériques (REPAM) ainsi qu'au siège de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), concernant les exemptions, les exonérations et les prérogatives de courtoisie qui leur sont consenties, ainsi qu'à leurs membres du personnel, signée à Québec, le 12 juin 2023.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 1^{er} décembre 2023.

- 50)** 22 novembre 2023
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 2 décembre 2023.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 22
Loi concernant l'expropriation
Adopté le **28 novembre 2023**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition d'Hydro-Québec sur le chapitre 5 du rapport de décembre 2022 du Vérificateur général intitulé « Hydro-Québec : maintenance des actifs du réseau de distribution d'électricité ».
- Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de la Sécurité publique et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 2 du rapport d'avril 2023 de la commissaire au développement durable intitulé « Adaptation aux changements climatiques : risques liés à l'érosion et à la submersion côtières ».
- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux et des CIUSSS de la Capitale-Nationale et de l'Est-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 4 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Santé mentale : efficacité du continuum de soins et de services pour les usagers ayant des troubles mentaux graves ».
- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Audition d'Hydro-Québec dans le cadre de l'étude de son Plan stratégique 2022-2026 et de son Plan d'action 2035 intitulé *Vers un Québec décarboné et prospère* (mandat confié le 9 novembre 2023).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 31**, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (mandat confié le 26 septembre 2023).
- **Projet de loi n° 39**, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 28 novembre 2023).
- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Longueuil (mandat confié le 9 novembre 2023).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique et édictant la Loi sur l'Institut national d'excellence en éducation (mandat confié le 13 septembre 2023).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 38**, Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 22 novembre 2023).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 30**, Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier (mandat confié le 12 septembre 2023).
- **Projet de n° 205**, Loi concernant Mutuelle Beneva (mandat confié le 9 novembre 2023).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 40**, Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité, l'accessibilité et la performance du système de justice (mandat confié le 21 novembre 2023).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (mandat confié le 31 mai 2023).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5
QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au feuillet du mercredi*

- 59) M. Bouazzi (Maurice-Richard) – **17 octobre 2023**
Au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Le 28 septembre dernier, le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie a annoncé le projet Northvolt, continuant sa lancée d'annonces reliées à la filière des batteries. Nous sommes en faveur de l'implantation d'une telle filière au Québec, dans la mesure où les batteries peuvent jouer un rôle dans la réduction des GES au Québec.

Or, encore faut-il pour ce faire que le développement de la filière des batteries soit inclus dans une stratégie plus large visant expressément et explicitement à réduire les GES. On le sait, remplacer chaque véhicule conventionnel au Québec par une voiture électrique n'est pas une solution à la crise écologique, car la moitié de l'impact écologique d'une voiture est due à sa fabrication – ce qui est d'autant plus vrai pour les véhicules électriques dont les batteries nécessitent d'importantes quantités de ressources et d'énergie.

Si les batteries que nous fabriquerons ne sont pas utilisées ici, si elles sont installées dans de gros véhicules comme des Hummer, si elles sont rechargées sur des réseaux électriques encore approvisionnés aux hydrocarbures, ou si elles servent seulement à fabriquer de nouveaux véhicules qui viennent s'ajouter au parc automobile existant plutôt qu'en solution de remplacement; alors j'ai bien peur que cette filière ne permette pas de réduire les GES, ni ici ni ailleurs.

Ma question :

Quelle est la cible de réduction de GES spécifiquement associée à la filière batteries au Québec ? Quelles mesures, conditions ou stratégies le ministre compte-t-il mettre en place pour s'assurer que les batteries que nous produirons permettront réellement de réduire les GES?

- 61) Mme Lakhoyan Olivier (Chomedey) – **18 octobre 2023**
À la ministre du Tourisme

Mme Emmanuelle Legault, présidente-directrice générale du Palais des congrès de Montréal, a prévenu le gouvernement du Québec des conséquences qui attendent le Palais si le projet d'agrandissement ne progresse pas.

Elle écrit que « le statu quo condamne le Palais à une lente marginalisation accompagnée d'une diminution marquée des retombées économiques générées, des emplois créés et des recettes fiscales pour les gouvernements ».

Si rien n'est fait, le Palais risque de devenir un centre de « seconde zone », ce qui signifie une perte d'attrait de la métropole pour les rendez-vous internationaux selon la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Juste cette année, entre les mois de janvier et de juillet, le Palais des congrès de Montréal a dû refuser 52 congrès et événements par « manque de disponibilité ou d'espace ».

Alors que le gouvernement du Québec a déjà dépensé plus de 20 millions pour exproprier les terrains nécessaires, à l'est de la rue Saint-Urbain, est-ce que la ministre peut nous dire ce qu'elle compte faire à la suite du plaidoyer de la présidente-directrice générale du Palais des congrès de Montréal?

- 64) M. Derraji (Nelligan) – **24 octobre 2023**
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Un article du quotidien Le Devoir, publié le 20 octobre dernier, nous rappelle que des dossiers d'immigration restent jusqu'à quatre ans sur les tablettes du ministère fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada.

La ministre pourrait-elle nous informer sur le nombre de dossiers du Québec qui sont en attente, en offrant une ventilation par catégorie, par programmes d'immigration ainsi que par nombre d'années en attente?

- 66) Mme Nichols (Vaudreuil) – **2 novembre 2023**
À la ministre responsable de la région de la Montérégie

Le 26 septembre dernier, le gouvernement annonçait la création d'un comité d'experts ayant comme mission de faire des recommandations pour que le Québec s'adapte aux changements climatiques. Tel que l'a affirmé le coprésident de ce comité, M. Alain Bourque, lors d'une entrevue au micro de Paul Arcand, le gouvernement a la capacité et la responsabilité de lutter contre les changements climatiques, sur plusieurs fronts en même temps, ce qui inclut les îlots de chaleur et les mesures à prendre pour les éviter.

Dans le comté de Vaudreuil, un chantier majeur est en marche. Il est dans classé parmi les 20 plus importants en Amérique du Nord et c'est celui de la construction du nouvel hôpital Vaudreuil-Soulanges. Bien qu'à l'origine, le stationnement du nouvel hôpital devait être étagé, il s'avère que les nouveaux plans prévoient plutôt un stationnement en surface. Cette décision fut prise unilatéralement pour des considérations financières uniquement, afin d'éviter une augmentation de 3 % du coût total du projet.

Qui plus est, le stationnement en surface de 1869 cases, soit l'équivalent de 5,7 hectares de superficie étagée, sera en zone agricole.

Ce dossier est décrié autant par la population que par les élus de la région de Vaudreuil-Soulanges. D'ailleurs, à ce sujet, une pétition est présentement affichée sur le site de l'Assemblée nationale. À titre de députée de Vaudreuil, mon bureau de comté reçoit régulièrement les récriminations des organismes et gens d'affaires de la région, y compris du comté de Soulanges.

J'ai interpellé à quelques reprises le ministre de la Santé; or, ni la députée de Soulanges, ni la ministre responsable de la région de la Montérégie ne se sont prononcées sur le sujet.

En conséquence, et afin de répondre aux nombreuses questions des citoyens, est-ce que la ministre responsable de la région de la Montérégie pourrait nous dire comment nous devons traiter les récriminations des commettants de Soulanges vis-à-vis le stationnement en surface en terres agricoles du nouvel hôpital de Vaudreuil-Soulanges?

De plus, est-ce que la ministre responsable de la région de la Montérégie pourrait soulever cet enjeu auprès de son collègue ministre de la Santé, et ce, au nom de la communauté d'affaires, autant du comté de Vaudreuil que de celui de Soulanges?

67) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **2 novembre 2023**
Au ministre de la Santé

Lors de la précédente réforme du système de santé, M. Barrette a aboli les vignettes de stationnement universelles permettant au personnel soignant à domicile d'avoir accès à l'ensemble des espaces de stationnement.

Depuis, les équipes de soutien à domicile se retrouvent à devoir perdre énormément de temps à garer leur véhicule avant de pouvoir offrir des soins à leurs patients. Certaines obtiennent même des contraventions, puisqu'elles sont parfois contraintes de se stationner à un endroit interdit. Pensons notamment à un ou une auxiliaire qui doit administrer de l'insuline et qui ne peut se permettre de tourner en rond pendant 40 minutes. Qui plus est, lorsque la contravention est au rendez-vous, les auxiliaires se retrouvent à devoir déboursier des fonds de leur propre poche pour payer ces contraventions. Dans une société qui prône le maintien à domicile, cette situation est intenable.

Ma question au ministre de la Santé est la suivante :

Est-ce que le ministre prend l'engagement de remettre en place la mesure de la vignette de stationnement universelle pour faciliter l'organisation et l'efficacité des soins offerts par les équipes de soutien à domicile?

- 68) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **7 novembre 2023**
À la ministre de l'Emploi

Dans le Rapport annuel de gestion 2022-2023 du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, déposé à l'Assemblée nationale en septembre dernier, nous pouvons constater en page 47 que le total d'employés en 2022-2023 est de 7211, soit 512 employés de plus que selon le rapport annuel de gestion de l'année précédente.

Sachant que les employés du ministère du Travail ne semblent plus être inclus au sein de cette statistique, est-ce que la ministre peut nous expliquer cette variation importante du nombre d'employés au sein de son ministère?

- 69) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **7 novembre 2023**
Au ministre de la Santé

Nous apprenions récemment dans un article de La Presse, paru le 25 septembre dernier, que la RAMQ confirmait que « les traitements de la lipodystrophie par agent de comblement chez les patients atteints du VIH sont des services assurés au sens de la Loi sur l'assurance maladie, car ce sont des traitements médicalement requis ».

L'article mentionne aussi que des pourparlers ont été entamés depuis au moins trois ans entre le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), mais qu'une entente tarde à se conclure étant donné des enjeux de distribution du traitement. Il urge pourtant de mettre en place des mécanismes de distribution du traitement dans le réseau public!

Le syndrome de la lipodystrophie a été décrit pour la première fois en 1998 dans le cadre d'une étude transversale dont le but était de documenter et de préciser les changements corporels qui se manifestaient chez un nombre croissant de personnes sous traitement antirétroviral (Carr et al., 1998).

Nous savons ainsi depuis fort longtemps que le syndrome de la lipodystrophie provoque des changements corporels irréversibles et que les personnes atteintes de lipoatrophie faciale vivent une situation précaire tant sur le plan social, psychologique, qu'économique. Cette situation renvoie à un processus de désaffiliation sociale marqué par la dégradation des rapports sociaux et de la discrimination à l'emploi. Et si le facteur pauvreté rend difficile l'accès aux produits de comblements, force est de constater que les personnes qui souffrent de cette condition doivent faire appel à l'aide sociale pour tenter de subvenir à leurs besoins. Enfin, il est également à souligner que c'est l'ensemble des personnes atteintes de lipoatrophie faciale, toutes classes socioéconomiques confondues, qui subissent de la discrimination en emploi.

Cela fait maintenant de trop nombreuses années que le mouvement VIH-Sida réfléchit à la question entourant la couverture des produits de comblement en prenant en compte non seulement les coûts indirects de la lipoatrophie faciale, mais aussi les coûts directs de cette condition qui comporte un lourd fardeau psychologique. Fardeau qui entraîne des problèmes de santé mentale et nécessite une prise en charge médicale, voire pharmacologique, sur une base continue. Sans parler des coûts liés aux complications qui peuvent survenir chez les personnes immunosupprimées qui entreprennent un traitement réparateur à l'étranger ou dans des conditions dangereuses pour leur santé.

L'heure n'est plus à la réflexion. Ces produits de comblement ne visent pas à embellir, mais à corriger le visage des personnes qui souffrent de lipoatrophie faciale. Ils sont donc médicalement requis et considérés comme nécessaires à la correction de cette condition. Dans une société qui prône l'accès aux soins de santé et l'inclusion, cette situation se doit d'être urgemment renversée. C'est dans cette optique que j'invite le ministre à comprendre que les produits de comblement sont essentiels à la reconstruction du visage lipoatrophie au même titre que les implants mammaires sont essentiels à la reconstruction du sein après une mastectomie.

Ma question au ministre de la Santé est la suivante :

Est-ce que le ministre de la Santé prend l'engagement à rendre accessibles les traitements de la lipodystrophie par agent de comblement chez les patients atteints du VIH dès le 1^{er} décembre prochain, soit pour la Journée nationale de lutte contre le sida?

70) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **9 novembre 2023**

Au ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne

À la fin du mois d'octobre, les communautés francophones et acadiennes se sont dites « fortement déçues » par les cibles d'immigration francophone adoptées par le gouvernement fédéral, qui maintiennent ces communautés dans une situation de déclin démographique.

En effet, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada demandait que le gouvernement fédéral adopte une cible de 12 % d'immigration francophone hors Québec dès 2024, mais le fédéral s'est plutôt contenté d'une cible de 6 % d'immigration francophone pour l'année prochaine.

Le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne a appuyé publiquement cette demande des communautés francophones et acadiennes pour une cible fédérale d'immigration francophone de 12 % et nous l'en remercions.

Ma question à l'intention du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

Que compte faire le ministre pour appuyer la francophonie canadienne dans ce moment de grande déception?

71) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **9 novembre 2023**

Au ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne

Le gouvernement a récemment pris la décision d'augmenter les droits de scolarité pour les étudiants canadiens non résidents du Québec.

Or, ce sont des milliers de francophones et de francophiles des autres provinces et territoires qui étudient annuellement en français dans les universités et les cégeps du Québec.

La loi 96 prévoit à l'article 29.7 que le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie a la responsabilité de contribuer « à la mobilité des étudiants francophones à travers le Canada ».

Mes questions à l'intention du ministre des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

1. En quoi l'augmentation des droits de scolarité, de 9 000 \$ à 17 000 \$ annuellement, contribuera-t-elle à favoriser la mobilité des étudiants francophones au pays?
2. Comment le ministre réconcilie-t-il cette mesure avec la loi 96?
3. Est-ce que la Fédération des communautés francophones et acadienne a été consultée avant l'adoption de cette mesure?

72) Mme Nichols (Vaudreuil) – **9 novembre 2023**
À la ministre de l'Enseignement supérieur

Des milliers de citoyens québécois ont pris connaissance du reportage de Radio-Canada concernant l'intimidation envers les étudiants fréquentant le Centre québécois de formation aéronautique.

Une citoyenne du comté de Vaudreuil, inquiète pour le sort d'un membre de sa famille qui planifie suivre une formation au sein de cette institution, demande des explications.

On apprend qu'au sein de cette école de pilotage rattachée au Cégep de Chicoutimi, l'intimidation, le harcèlement et les cas d'abus sexuels seraient monnaie courante de la part de certains instructeurs. Malheureusement, les étudiants ne peuvent compter sur le soutien de la direction à qui on reproche une complaisance notoire.

Le Québec peut compter sur la Loi sur l'instruction publique, et en ce sens nous demandons donc à la ministre de nous transmettre l'information à savoir si le Centre québécois de formation aéronautique a un plan d'action pour prévenir et combattre l'intimidation et la violence.

De plus, nous souhaitons que la ministre nous indique le titre de la personne responsable de l'application de ce plan et qu'elle partage l'information à savoir si le plan a été distribué au personnel, aux élèves et aux parents des élèves mineurs.

En matière de prévention, nous souhaitons que la ministre nous transmette les données concernant les sessions de formation en matière de lutte à l'intimidation et au harcèlement, données aux élèves, au personnel et à la direction. Nous souhaitons donc savoir combien de personnes ont été formées et à quelle fréquence.

Et finalement, est-ce que la ministre pourrait rendre publiques toutes les mesures qu'elle compte prendre, après avoir pris connaissance du reportage en question, afin d'éviter que ces comportements se reproduisent, d'identifier les fautifs et assurer qu'ils soient tenus responsables de leurs actions ».

- 73) Mme Ghazal (Mercier) – **21 novembre 2023**
Au ministre de la Culture et des Communications

En 2018, lorsque le gouvernement de la CAQ a été élu, la nouvelle ministre de la Culture et des Communications avait décidé de garder le plan d'action gouvernemental en culture 2018-2023, qui avait été présenté à quelques jours de la fin de la législature précédente par les libéraux. Ce plan d'action, déposé en même temps que la nouvelle Politique culturelle, était attendu depuis longtemps.

Le ministre de la Culture et des Communications a bonifié ce plan d'action, notamment par l'enrichissement du contenu des bibliothèques scolaires et par un financement récurrent pour des sorties culturelles scolaires, ce qui a été salué par plusieurs. Ce plan d'action impliquait 34 ministères et organismes qui s'engageaient à y travailler avec le ministère de la Culture et des Communications et avec son réseau de 13 sociétés d'État et d'organismes. Il visait à concrétiser les objectifs énoncés dans la politique culturelle.

Ce plan d'action sera échu à la fin de l'année.

Ma question pour le ministre de la Culture et des Communications est très simple :

Est-ce qu'il compte déposer un nouveau plan d'action gouvernemental en culture pour les années 2024-2029?

- 74) Mme Nichols (Vaudreuil) – **22 novembre 2023**
À la ministre responsable de l'Habitation

Depuis quelques semaines maintenant, les maires constatent par l'entremise des médias que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral ont entrepris des discussions concernant le financement de la construction de logements. À leur grand désarroi, ils sont exclus des discussions, et pourtant, ce sont les principaux intéressés.

Il est rapporté que le fonds fédéral pour accélérer la construction de logements vise entre autres à réduire les délais administratifs dans la gestion des demandes des municipalités. Bien qu'aucune annonce ne fut encore faite à ce sujet, il semblerait que les villes devront alléger les formalités administratives et revoir les règles de zonage afin d'encourager la construction de logements près des services de transports en commun.

C'est de notoriété publique que dans certains cas, le gouvernement fédéral signe directement des ententes avec les municipalités, permettant un transfert d'argent beaucoup plus rapide qu'au Québec. Cette situation est due à une loi qui empêche le gouvernement fédéral et les municipalités du Québec de négocier ensemble.

De toute évidence, les municipalités du Québec souhaitent rattraper le temps perdu en demandant au gouvernement du Québec de prévoir que les règles encadrant le programme québécois soient aussi efficaces et allégées que peut l'être le programme Fonds pour accélérer la construction de logements (FACL) de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Selon les informations disponibles, plusieurs villes du Québec ont déposé une demande en vertu du programme FACL et attendent impatiemment que les deux paliers de gouvernement, provincial et fédéral s'entendent et daignent les considérer. Il s'avère même que certaines municipalités considèrent combler les failles du programme provincial en créant de nouveaux programmes municipaux.

En conséquence, est-ce que le gouvernement du Québec pourrait rendre publique la ventilation des sommes reçues en matière d'habitation provenant du gouvernement fédéral, et ce depuis le dépôt du dernier budget de mars 2023?

De plus, est-ce que le gouvernement du Québec pourrait consulter les municipalités avant de décider des règles du futur programme québécois en matière de construction de logement?

Par respect pour les municipalités du Québec en attente depuis déjà trop longtemps, est-ce que le gouvernement du Québec pourrait faire un compte rendu officiel de la situation?

Et finalement, est-ce que le gouvernement du Québec pourrait aviser les gouvernements municipaux de ses démarches avant de les confronter devant le fait accompli?

75) Mme Nichols (Vaudreuil) – **29 novembre 2023**
Au ministre de la Santé

Le 25 octobre dernier, nous avons fait parvenir une correspondance au ministre de la Santé afin d'officiallement demander à l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) de se pencher sur la maladie Lipoedème.

Le lipoedème, cette maladie qui touche que des femmes, consiste en une augmentation anormale de gras dans les jambes, accompagnée de douleurs chroniques intenses. Elle est reconnue à titre de maladie chronique depuis 2018 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Depuis maintenant 5 ans, les femmes atteintes de lipoedème attendent impatiemment que le Québec emboîte le pas à l'OMS. Leur quotidien est douloureux, ce qui a des conséquences sur leur santé mentale, allant de la détresse psychologique aux troubles alimentaires.

Le fait que le lipoedème ne soit pas reconnu en tant que maladie au Québec, implique que les femmes ne peuvent obtenir chez nous le soutien médical dont elles ont besoin. Nous faisons ici référence aux mesures d'atténuation, telles que l'achat de bas et les traitements de drainages lymphatiques, mais aussi considérer rendre accessibles les traitements comme la chirurgie. Actuellement, leurs options sont fort limitées et extrêmement coûteuses. Les témoignages à cet effet démontrent que les traitements à l'étranger entraînent des dépenses de dizaines de milliers de dollars pour les femmes atteintes de cette maladie.

Le Québec ne part pas de zéro dans ce dossier, il peut se pencher sur ce qui a déjà été fait, par exemple en Allemagne, qui traite cette maladie depuis une quinzaine d'années. Nous pouvons même compter sur l'expertise d'une référence en la matière au Québec, c'est-à-dire le Dr Michel Alain Danino, chef du service de chirurgie plastique au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM).

Il revient au ministère de la Santé et des Services sociaux de décider de couvrir les traitements d'une maladie. Or, le ministère se base sur des recommandations de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS). Dans ce cas précis, l'INESSS n'a pas de recommandations à fournir au ministère puisqu'il est en attente d'un mandat de celui-ci afin d'entreprendre l'analyse et l'évaluation requise pour pouvoir se positionner.

De trop nombreuses femmes vivent quotidiennement avec les effets du lipoedème et il est temps d'y remédier.

Au nom de toutes les femmes souffrantes, et démunies devant les nombreux obstacles financiers et humains qui se présentent devant elles, est-ce que le ministre de la Santé pourrait mandater officiellement l'INESSS de se pencher rapidement sur cette maladie et les traitements s'y afférant?

- 76) Mme Maccarone (Westmount–Saint-Louis) – **29 novembre 2023**
À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

À la fin du mois d'août 2023, Affaires mondiales Canada a émis une mise à jour de ses conseils aux voyageurs à destination des États-Unis où le ministère avise les membres de la communauté 2SLGBTQIA+ qu'ils pourraient être victimes de discrimination s'ils voyagent dans certains États.

La ministre peut-elle nous indiquer si elle a pris des mesures pour sensibiliser ses homologues américains aux enjeux de sécurité auxquels les membres de la communauté 2SLGBTQIA+ du Québec peuvent être confrontés lorsqu'ils se déplacent aux États-Unis ?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 12 septembre 2023
Loi visant à rendre accessibles les documents issus de l'enquête menée par le commissaire-enquêteur Bernard Grenier au sujet des activités illégales d'Option Canada à l'occasion du référendum de 1995 – *député de Camille-Laurin*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS